



Pérou : nous demandons l'intervention des mécanismes de protection des droits de l'homme de l'ONU

17 janvier 2023

La Coopération Latino-Américaine des Organisations Rurales CLOC - Via Campesina, exprime sa préoccupation quant aux violations des droits de l'homme qui sont provoquées au Pérou dans le contexte de la crise politique générée par la destitution du Président Pedro Castillo.

La répression et la criminalisation de la contestation sociale s'intensifient dans le pays. À la suite du décret d'état d'urgence pris par l'exécutif le 14 décembre 2022, l'usage excessif de la force par les agents de l'État utilisant des armes à feu pour contenir les mobilisations sociales a entraîné jusqu'à présent la mort d'au moins 49 manifestants, dont des mineurs, et près de 500 blessés. La répression par les forces de l'ordre atteint un tel niveau d'intensité que 17 manifestants ont été tués en une seule journée le 9 janvier.

De graves actes de criminalisation et de délégitimation du mouvement paysan et populaire ont lieu, comme ce qui s'est passé le 17 décembre, lorsqu'un groupe de quatre-vingts membres de l'unité anti-terroriste de la police nationale péruvienne a fait une descente au siège de la Confederación Campesina del Perú (CCP) à Lima, une organisation membre de La Via Campesina et de la CLOC, arrêtant 26 dirigeants et paysans de l'organisation. Ces paysans, pour la plupart originaires des régions quechua, étaient à Lima pour exercer pacifiquement leur droit à la liberté d'expression et d'association politique. En plus d'avoir été détenus plus longtemps que la loi ne l'autorise, ils n'ont eu qu'un accès limité à des avocats et à des traducteurs, et après leur

libération, ils font toujours l'objet d'une enquête pour "terrorisme".

Nous demandons la fin de la violence et de la répression de l'État contre le mouvement social qui revendique légitimement ses exigences, ainsi que le rétablissement de l'ordre démocratique et légal dans le pays, garantissant la



Coordinadora Latinoamericana de Organizaciones del Campo
CLOC LA VÍA CAMPESINA



participation populaire aux processus politiques et à la prise de décision
actuelle et future.

Nous demandons la vérification de la situation des droits de l'homme au
Pérou, en particulier des communautés paysannes et indigènes qui mènent les
protestations.

Nous demandons l'intervention des mécanismes et organes de l'ONU pour
garantir la protection des droits des paysans et autres civils qui se mobilisent
dans le pays.

Mondialisons la lutte, mondialisons l'espoir !